



Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

«Disons non aux guerres, disons oui à la paix et oui à la survie de la planète!»

Discours de Jeffrey Sachs à la conférence des leaders religieux du monde à Abu Dhabi

hd. Environ trois semaines avant la 28^e Conférence mondiale sur le climat (COP28), qui se tiendra cette année du 30 novembre au 12 décembre à Dubaï, dans les Emirats arabes unis (EAU), plus de 200 représentants de haut niveau représentant de différentes religions du monde entier – entre autres des représentants du bahaïsme, du bouddhisme, du christianisme, de l'hindouisme, de l'islam, du judaïsme et du sikhisme – se sont réunis, les 6 et 7 novembre 2023, à Abu Dhabi avec des personnalités issues de groupes de populations indigènes, des scientifiques et des politiciens. L'objectif de la conférence était de donner une impulsion spirituelle mondiale sur le climat. Vingt-huit représentants de communautés religieuses ont adopté et signé une déclaration détaillée sur la protection du climat (Déclaration interreligieuse d'Abu Dhabi sur le changement climatique pour la COP28)¹, qui va bien au-delà des questions techniques abordant des questions fondamentales. On y lit par exemple: «Nous reconnaissons les liens entre le changement climatique, les migrations et les conflits, et nous voyons le potentiel des personnes de foi en tant que «pacificateurs environnementaux», qui s'efforcent de créer de la compassion et des voies de médiation dans les conflits.»

L'un des orateurs de cette conférence dont les représentants se dénommaient «pacificateurs» fut Jeffrey Sachs, directeur du groupe d'étude «Réseau de solutions pour le développement durable des Nations unies». Jeffrey Sachs est connu de nos lecteurs comme ambassadeur de la paix de renom international. Dans son discours du 6 novembre², documenté dans son intégralité ci-dessous, il est également question de la paix – et du lien intime qui existe entre une politique orientée vers la paix et la protection de l'environnement naturel.

Nous sommes confrontés à la plus grande épreuve de l'humanité



Jeffrey D. Sachs
(photo mad)

Votre Sainteté, Eminences, Excellences, Mesdames et Messieurs, Nous sommes confrontés à la plus grande épreuve de l'humanité: vivre en paix dans un monde durable sur une planète surpeuplée et interconnectée. Cette épreuve, nous sommes en train

de la perdre. Le monde est en proie aux conflits. Les destructions environnementales causées par l'homme s'accroissent. La température sur Terre est aujourd'hui la plus élevée qu'elle l'a été depuis 125 000 ans.

Je condamne les hommes politiques, en particulier ceux des pays riches et puissants. Au moment même où nous aurions besoin que les dirigeants du monde entier se penchent sur la crise climatique en prévision de la COP28, nous sommes au contraire plongés dans une guerre dévastatrice au Proche-Orient.

Bien qu'il ait déjà causé la mort de 10 000 civils innocents à Gaza, le gouvernement israélien rejette les appels au cessez-le-feu lancés par la communauté internationale. Israël commet des crimes de guerre, assiège Gaza tout en bombardant des hôpitaux, des ambulances, des écoles et des quartiers, et provoque un véritable carnage.

Le gouvernement des Etats-Unis, pour sa part, oppose son veto aux appels du Conseil de sécurité



Photo de groupe lors de la conférence préparatoire des chefs religieux du monde entier pour la conférence mondiale sur le climat à Abu Dhabi. (photo partner-religion-development.org)

et de l'Assemblée générale des Nations unies en faveur d'un cessez-le-feu à Gaza, prolongeant ainsi les ravages causés par Israël. En outre, alors même que la guerre fait rage à Gaza, les Etats-Unis poursuivent leur tentative inconsidérée d'élargir l'OTAN à l'Ukraine, en dépit des vigoureuses protestations de la Russie. Il en résulte une guerre par procuration entre les Etats-Unis et la Russie qui détruit complètement l'Ukraine.

Les hommes politiques des grandes puissances, en particulier la mienne, nous ont entraînés dans des guerres dont les peuples ne voulaient pas et ont retardé les mesures de lutte contre le changement climatique au point que ce dernier met en péril notre survie. Par leur incessante corruption, les politiciens ont ruiné les efforts de milliards de personnes.

Pour quelles raisons agissent-ils ainsi? Les réponses sont tout aussi anciennes qu'elles sont adaptées à la réalité d'aujourd'hui.

On pêche d'abord par arrogance. Netanyahu croit que lui et lui seul est en mesure de décider de la vie et de la mort à Gaza. Il estime qu'il n'a pas besoin de négocier avec qui que ce soit, et surtout pas avec les Palestiniens. Il se méprend totalement sur ce qui constitue la clef de la véritable sécurité pour Israël, qui passe par la justice et non par la guerre.

Vient ensuite le second péché, l'appât du gain. Nombre de nos guerres sont motivées par la recherche du profit, mais elles détruisent des richesses bien plus considérables que celles résultant de la conquête.

La corruption occupe la troisième position. Les campagnes des membres du Congrès américain sont financées par la machine de guerre américaine, c'est-à-dire par des multinationales qui ont conclu des contrats d'armement pour des centaines de milliards de dollars, pour lesquelles la guerre est une affaire et pour lesquelles les contributions aux campagnes sont le moyen d'encourager la poursuite des conflits.

Et le quatrième péché, c'est l'hérésie. Les hommes politiques sont à l'écoute de faux prophètes qui proclament que leurs nations sont les souveraines naturelles des autres. Qui donc a dit au Président Biden que les Etats-Unis étaient le pays «indispensable»? Ce n'est pas le cas. Ils ne sont qu'un pays parmi 193 autres. Ils ne représentent que 4,1 % de la population mondiale. Le monde n'a pas besoin du leadership des Etats-Unis, par contre le monde a besoin de la coopération pacifique des Etats-Unis.

Cela fait plus de 40 ans que je suis engagé dans le conseil politique. Je peux vous dire la cruelle vérité. Les nations riches et puissantes croient qu'elles peuvent dominer le monde par la ruse. Les Etats-Unis ont participé à des dizaines d'opérations secrètes visant à renverser les gouvernements d'autres pays, dont 64 cas bien documentés d'opérations secrètes de changement de régime au cours de la seule période 1947-1989. Au cours des 20 dernières années, les Etats-Unis ont renversé des gouvernements en Afghanistan, en Haïti, en Irak, en Libye et

en Ukraine, pour ne citer que quelques exemples. En 2011, le président Barack Obama a ordonné à la CIA de renverser Bachar el-Assad, ce qui a conduit à une guerre prolongée en Syrie qui a fait un demi-million de morts.

Il faut mettre fin à ce bellicisme et à ces mensonges incessants.

Nous devrions nous conformer aux paroles du prophète Isaïe et transformer les épées en socs de charrue. Avec l'aide des technologies d'aujourd'hui, nos socs de charrue et nos serpes modernes seraient suffisamment puissants pour mettre fin à la faim dans le monde, pour nourrir l'ensemble de l'humanité et pour protéger l'environnement.

La guerre à Gaza doit immédiatement prendre fin, avant qu'Israël ne commette d'autres carnages et que nous ne nous retrouvions dans une guerre régionale. Israël ne trouvera sa véritable sécurité que dans la paix, et seulement dans la paix, avec la Palestine. Lorsque la Palestine sera en sécurité au sein de son propre Etat, avec sa capitale à Jérusalem-Est et le contrôle des lieux saints musulmans, Israël retrouvera lui aussi la sécurité et la paix, et la vision d'Isaïe se réalisera.

La guerre en Ukraine peut également prendre fin et le fera lorsque les Etats-Unis renonceront enfin à étendre l'OTAN à l'Ukraine et s'engageront directement avec la Russie sur des questions urgentes de sécurité mutuelle, notamment en relançant la diplomatie en faveur du désarmement nucléaire.

Notre Sainteté, Excellences, malgré les péchés des riches et des puissants, il y a de l'espoir pour la paix. Oui, il y a de l'espoir. Et vous êtes porteurs de cet espoir.

A une écrasante majorité, l'opinion publique mondiale réclame la paix. Vous, les chefs religieux du monde, demandez la paix et priez pour elle! Les Etats membres des Nations unies réclament massivement la paix, même si Israël et les Etats-Unis ont jusqu'à présent ignoré les appels lancés par la grande majorité des Etats membres des Nations unies en faveur d'un cessez-le-feu et d'une solution à deux Etats pour le conflit israélo-palestinien.

Si le reste du monde faisait front commun en faveur de la paix, comme cela devrait être le cas, alors les Etats-Unis et Israël devraient l'écouter et tenir compte de cet appel de l'humanité.

Dans son récent message mondial précédant la COP28, *Laudate Deum*³, le pape François appelle à un nouveau multilatéralisme, afin que les voix du monde entier soient entendues et que soient endiguées les manœuvres frauduleuses des puissants. Comme l'a écrit le Saint-Père: «Notre monde est devenu à la fois si multipolaire et si complexe qu'un nouveau cadre de coopération efficace s'impose. [...] Tout cela suppose l'élaboration d'une nouvelle procédure de prise de décision et de légitimation de ces décisions, car celle qui a été mise en place il y a plusieurs décennies s'est révélée insuffisante et inefficace. Dans cette perspective, il faudrait impérativement prévoir des instances de dialogue, de consultation, d'arbitrage, de résolution des conflits et de contrôle et, en fin de compte, une sorte de «démocratisation» accrue du contexte mondial, afin que les différentes réalités puissent s'exprimer et être prises en compte.»

C'est pourquoi, ici à partir d'Abu Dhabi, nous lançons un appel en faveur d'un dialogue franc et renouvelé entre les riches et les

Vladimir Poutine au sommet du G20: «La Russie n'a jamais refusé de négocier la paix avec l'Ukraine»

«Certains de nos collègues ici présents ont mentionné à quel point ils étaient choqués par «l'agression sans fin de la Russie en Ukraine». De fait, les opérations militaires sont toujours une tragédie pour les personnes et les familles concernées, comme pour le pays dans son ensemble. Et nous devons absolument réfléchir à la manière de mettre fin à cette tragédie.

La Russie n'a jamais refusé de négocier la paix avec l'Ukraine. Ce n'est pas la Russie, mais l'Ukraine qui a annoncé publiquement qu'elle se retirait du processus de négociation. En outre, le chef de l'Etat ukrainien a signé un décret interdisant l'entrée en négociations avec la Russie.

Je comprends que cette guerre et la perte de vies humaines soient choquantes, il en irait difficilement autrement. Mais qu'en est-il du sanglant coup d'Etat de 2014 en Ukraine, qui a, dans le

Donbass, été suivi par une guerre menée par le gouvernement de Kiev à l'encontre de son propre peuple? Cela ne vous a-t-il pas choqué? N'êtes-vous pas choqué par l'extermination de civils en Palestine et dans la bande de Gaza aujourd'hui? N'avez-vous pas été choqué par le fait que des médecins opèrent des enfants – pratiquent des opérations abdominales – en utilisant leur scalpel sur le corps d'un enfant sans anesthésie? N'avez-vous pas été choqué d'entendre le secrétaire général de l'ONU dire que la bande de Gaza s'est transformée en un immense cimetière d'enfants?»

Le Président russe Vladimir Poutine par vidéo lors de son intervention à la réunion du G20 du 22 novembre 2022 en Inde; source: <http://en.kremlin.ru/events/president/news/72790> du 22/11/23

(Traduction Horizons et débats)

Prouver devant les tribunaux la vérité sur l'emploi d'uranium appauvri

Un avocat serbe porte courageusement plainte contre les responsables de ce crime de guerre

Entretien avec le Professeur Dr. Srdan Aleksić, Serbie



Srdan Aleksić (photo ug)

ef. Les 22 et 23 septembre 2023, le troisième symposium international «Droit et environnement» s'est tenu à l'Université de Niš (Serbie). Le thème en était «Le droit à la vérité, à la justice et à la guérison». Les organisateurs du symposium étaient, outre le cabinet de Srdan Aleksić, la Faculté de droit, de sécurité et de gestion «Constantin le Grand» et le Forum eurasiatique pour la sécurité.

L'événement a débuté le soir du 22 septembre par la présentation du livre: «The Projectiles of Justice» de Srdan Aleksić. Depuis la fin de l'agression de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie en 1999, le Dr Aleksić et son équipe collectent des données et tous les documents pertinents en rapport avec les dommages causés par la guerre afin de répondre aux besoins des victimes de cette agression armée contre la République fédérale de Yougoslavie. Le livre est une documentation sur les conséquences des bombardements, mise à la disposition du public.

Le samedi matin, l'aula de l'Université de Niš a accueilli entre 150 et 200 participants. Quelque 25 intervenants, parmi lesquels des professeurs en médecine, d'anciens généraux de haut rang de l'armée yougoslave, des représentants de l'Eglise, des historiens, des juristes, des écologistes, parfois connectés par vidéo, venus de Serbie, d'Italie, de Russie et d'Allemagne. Ils se sont succédés à un rythme soutenu pour présenter les résultats de leurs recherches sur les conséquences des bombardements de l'OTAN et sur leurs effets pour l'homme et l'environnement jusqu'à aujourd'hui. Rappelons que la guerre d'agression de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie, contraire au droit international, a duré 78 jours, de mars à juin 1999. Le symposium a été animé par le professeur Spasoje Mucibabic, ancien major général et directeur de la suprême Haute Ecole militaire de Défense de Serbie, et par le professeur Srdan Aleksić.

Le nombre de conférenciers, principalement originaires de Serbie, était étonnant, tout comme de constater que presque tous se consacrent à la recherche sur les conséquences de la guerre. Cela a également été l'occasion d'honorer le travail qu'ils accomplissent depuis des années.

L'un des points forts du symposium a été l'hommage rendu au travail de Srdan Aleksić. L'Académie royale des scientifiques et des artistes de Serbie lui ont décerné la médaille de Saint Lazare de Serbie: «Pour son engagement personnel suprême, pour sa famille et d'autres personnes qui lui sont proches. Pour son travail, qui est important pour nous tous. Pour son combat pour un monde meilleur. Pour un monde libre, juste et pacifique».

Les différentes contributions seront publiées dans les Actes du colloque.



La médaille décernée à Srdan Aleksić Médaille de Saint Lazare. (photo ef)

Après l'événement, Horizons et débats a ré-alisé l'interview ci-dessous avec Srdan Aleksić.

Horizons et débats: Quelles ont été et quelles sont encore les conséquences de l'utilisation d'armes UA (uranium appauvri) lors de la guerre de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie en 1999? Lors de la conférence «Mut zur Ethik» en septembre, vous avez demandé l'interdiction des armes UA. Pouvez-vous expliquer à vos lecteurs cette idée-force?

Srdan Aleksić: On a constaté une augmentation du nombre de patients atteints de cancer, et ce pour des types de cancer spécifiques (cancer de la thyroïde, leucémie, lymphome, myélome multiple, sarcome, cancer des testicules, cancer de l'œsophage, cancer de l'estomac). Ces derniers temps, on a également relevé une hausse du nombre d'hommes et de femmes atteints de stérilité dans le sud de la Serbie, tout comme du nombre de maladies auto-immunes chez les enfants, ce qui n'était pas le cas auparavant. Il y a ainsi un nombre croissant de personnes atteintes de cancer et on peut parler d'une épidémie de cancer sur le territoire de la République de Serbie et au Kosovo-et-Métochie. Aujourd'hui, dans le sud de la Serbie, on ne trouve pratiquement aucune famille qui n'ait au moins un de ses membres atteint d'un cancer. Selon les experts, et c'est très inquiétant, on attend le pic de cette grave maladie dans les deux prochaines années, et nous devons donc nous préparer à une hausse encore plus importante du nombre de patients.

Quant à mon idée d'interdire les munitions à l'uranium appauvri, elle consiste à présenter une demande officielle aux Nations unies, par le biais d'un réseau d'organisations non gouvernementales et d'associations d'avocats et de juristes, afin d'interdire l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri dans les futurs conflits ou guerres entre Etats, étant donné que la demi-vie de l'uranium appauvri est de 4,5 milliards d'années. Par conséquent, les effets d'une telle arme après son utilisation, restent éternels. Je peux donc affirmer sans crainte de me tromper que l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri est un crime contre l'humanité et contre Dieu. Nous devrions tous, sur cette planète, faire de notre mieux pour interdire l'utilisation de ce type d'armement.

Troisième symposium international «Droit et environnement» à Niš

Ces deux derniers jours s'est tenu votre troisième symposium international «Droit et environnement» à l'université de Niš. Quels ont été pour vous les principaux résultats de ce symposium?

La principale constatation a été que les scientifiques et les experts de différents domaines (médecine, chimie, droit ainsi que défense et écologie) sont arrivés à la conclusion que l'uranium appauvri a eu des conséquences terribles et incommensurablement néfastes pour l'écosystème du territoire de la Serbie et du Kosovo-et-Métochie, car l'utilisation de 15 tonnes d'uranium appauvri, comme l'ont laissé entendre les représentants de l'OTAN, a entraîné une pollution de l'écosystème et de la quasi-totalité de l'environnement humain. On ne peut donc plus présumer que l'uranium appauvri n'est pas nocif, comme le prétendent les représentants du pacte de l'OTAN, mais bien plutôt qu'il est dangereux et durablement nocif. Le communiqué du symposium est adressé aux organes des Nations Unies qui s'occupent de la protection de l'environnement et des Droits de l'homme, notamment au Conseil des droits de l'homme à Genève, car le droit à la vie est un droit humain fondamental dont découlent tous les autres droits et qui est garanti par des conventions internationales et les actes juridiques suprêmes des Etats, à savoir les Constitutions.

Conséquences fatales à long terme pour l'homme et l'écosystème

Où en sont actuellement les actions en justice concernant les victimes des bombardements de l'OTAN aux armes UA pendant la guerre

contre la Yougoslavie en 1999? Votre plainte déposée en Serbie est d'abord dirigée contre le gouvernement serbe. Pourquoi pas directement contre l'OTAN?

Concernant l'état actuel des procédures à l'encontre de l'OTAN et de la République de Serbie, je tiens à préciser que la première procédure, lancée en 2021, est en phase finale. Nous avons présenté à l'Institut italien de nanotechnologie de Turin une expertise dans laquelle le professeur Rita Celi a constaté que notre mandataire présentait en moyenne une concentration 100 fois plus élevée de 21 métaux lourds toxiques pour le corps humain, ainsi qu'une concentration 500 fois plus élevée d'uranium appauvri dans le corps que ce qui est autorisé, soit 2,98 mSv (millisievert), contre 0,0055 mSv autorisés. L'OTAN a déclaré bénéficier de l'immunité en vertu de l'accord signé en 2005 avec notre pays pour le transit de ses troupes, soldats et équipements. Mais elle ne peut pas être exonérée de la responsabilité du crime de guerre commis en bombardant la Serbie et le Kosovo avec des munitions à l'uranium appauvri. Concernant les 34 autres cas, ils sont actuellement examinés et documentés par des experts, je pense donc qu'une grande partie d'entre eux seront clôturés d'ici la fin de l'année.

La plainte est d'abord dirigée contre la République de Serbie, car les soldats, les réservistes et les officiers qui se trouvaient dans le sud de la Serbie et au Kosovo-et-Métochie, soit sur astreinte, soit dans le cadre de leurs fonctions, ne disposaient pas d'un équipement de protection adéquat contre l'uranium appauvri et n'avaient pas été avertis des conséquences possibles. Les militaires malades ont donc droit à une indemnisation, tout comme les civils qui ont séjourné dans cette zone. Chaque Etat, y compris la République de Serbie, est objectivement responsable des dommages causés à ses citoyens de par son inaction et son incapacité à assurer une protection adéquate. La plainte est également dirigée contre l'OTAN, car elle est responsable de ce qui s'est passé, c'est-à-dire de l'emploi d'uranium appauvri, qui a des effets à long terme et dont l'utilisation tue et tuera encore des civils et des soldats qui se trouvaient ou se trouvent sur le territoire du sud de la Serbie et au Kosovo-et-Métochie. Nos plaintes visent à protéger le droit à la vie humaine, qui a été violé par l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri, car cette dernière a entraîné de graves cancers et des décès. Les articles 24 et 25 de la Constitution serbe réglementent le droit à la vie et le droit à la protection de la santé humaine comme un droit humain fondamental.

Le monde occidental n'a rien appris: des munitions à l'uranium sont désormais destinées à l'Ukraine

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni fournissent officiellement des armes UA à l'Ukraine. Que pensez-vous de cette situation, compte tenu de votre expérience?

L'ensemble du monde démocratique occidental n'a tiré aucune leçon de ce qui est arrivé à ma famille, à mon peuple et à mon pays en raison de l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri. La vérité sur l'uranium appauvri, ses effets et les conséquences de son utilisation ont longtemps été passées sous silence, non seulement en Occident, mais aussi dans mon pays. Grâce au groupe de travail «Mut zur Ethik», je parle depuis six ans de ce sujet et des graves conséquences qu'entraîne l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri, et je lui suis reconnaissant d'avoir la possibilité d'en parler en Suisse et dans d'autres pays en Europe. Je profite de toutes les occasions pour le souligner lors de chaque conférence à laquelle je participe et pour mettre en garde tous ceux qui pensent que l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri permet d'obtenir une victoire immédiate. Car à long terme, la pollution de l'environnement et les épidémies de maladies graves seront des conséquences indissociables, tant dans la région où les munitions sont utilisées qu'en Europe occidentale et orientale, et se poursuivront pendant les millions d'années à venir, car la poussière d'uranium recouvrira de larges zones si les munitions sont utilisées sur le sol de l'Ukraine et de la Russie. J'en appelle

Première du film:

«Toxic Nato – Le long chemin de la justice de Srdan Aleksić»

ef. Le symposium a été introduit par la présentation d'un tout nouveau documentaire du réalisateur, cinéaste et journaliste d'investigation berlinois Moritz Enders, intitulé «Toxic Nato – Srdan Aleksić's long way to justice» (Otan toxique – le long chemin vers la justice de Srdan Aleksić). Dans ce documentaire, Enders accompagne l'avocat Srdan Aleksić, dont la propre famille a été touchée par les conséquences de l'utilisation d'armes à l'uranium pendant la guerre de Yougoslavie en 1999 et qui tente actuellement plusieurs actions en justice. Il utilise les moyens du droit pour aider les nombreuses victimes des bombardements de l'OTAN à obtenir au moins une compensation matérielle.

(Langues: serbe/allemand – sous-titres anglais; durée: 26 minutes; sur YouTube: Bande-annonce et interviews)

au Royaume-Uni et à l'Amérique pour qu'ils n'envoient pas de munitions à l'uranium, et pas seulement en Ukraine mais que cela s'étende également à tous les autres pays à l'avenir, car il s'agit d'une arme aux conséquences imprévisibles et durables.

De quel type de soutien avez-vous besoin en ce moment pour votre travail?

Tout d'abord, je suis reconnaissant au groupe de travail «Mut zur Ethik» pour le soutien qu'il m'a apporté et qui m'a permis de participer à des conférences en Suisse, ainsi qu'il m'a donné l'occasion de rencontrer de nombreux intellectuels de différents horizons qui participent à ces conférences. Des représentants de ce group se sont rendus aussi aux conférences en Serbie, à Niš. Je suis très heureux d'avoir l'occasion de transmettre aux lecteurs et au public la vérité sur cette maladie, le cancer, conséquence directe de l'utilisation d'uranium appauvri, qui se propage dans la région du sud de la Serbie et au Kosovo-et-Métochie. Depuis la fin de l'agression de l'OTAN, je rassemble avec mon équipe des données et tous les documents pertinents en rapport avec les dommages causés afin de répondre aux besoins des victimes de cette agression armée contre la République fédérale de Yougoslavie.

Le combat actuel n'a pas encore abouti aux résultats escomptés, à savoir un accord avec les membres responsables de l'alliance de l'OTAN sur les compensations qu'ils doivent au pays et à ses citoyens.

«Il faut d'urgence du soutien international»

Il est donc d'autant plus important de rendre ce combat public. Il nous faut recevoir d'urgence du soutien international.

Je vais essayer d'apporter devant les tribunaux les preuves de la vérité sur l'uranium appauvri, par mon combat juridique, avec mon collègue italien ainsi que d'autres venant d'Europe et du monde entier, à l'aide de documents scientifiques et de preuves écrites appropriées. Elles sont contenues dans le livre «Missiles of Justice» que j'ai publié, afin d'informer le public professionnel et scientifique des conséquences de l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri.

Nous demandons à vos lecteurs de se pencher sur le devenir de plus d'un millier de requêtes déposées il y a un an auprès du Conseil des droits de l'homme à Genève, puisque nous n'avons reçu aucune réponse à ce jour.

L'aide pourrait également se traduire par la création d'une organisation non gouvernementale spécifique, basée en Suisse ou dans un autre pays d'Europe, avec une agence à Niš, afin que nous puissions travailler ensemble sur le terrain, en aidant la population malade, en protégeant l'environnement et en fournissant toute autre forme d'aide à la population civile au sud de la Serbie, et au Kosovo-et-Métochie.

Merci beaucoup pour cette interview.-

(Traduction: Horizons et débats)

«Pour être précis...» il faudrait une analyse approfondie des défaillances de lecture

par Dr. Eliane Perret, pédagogue curative et psychologue

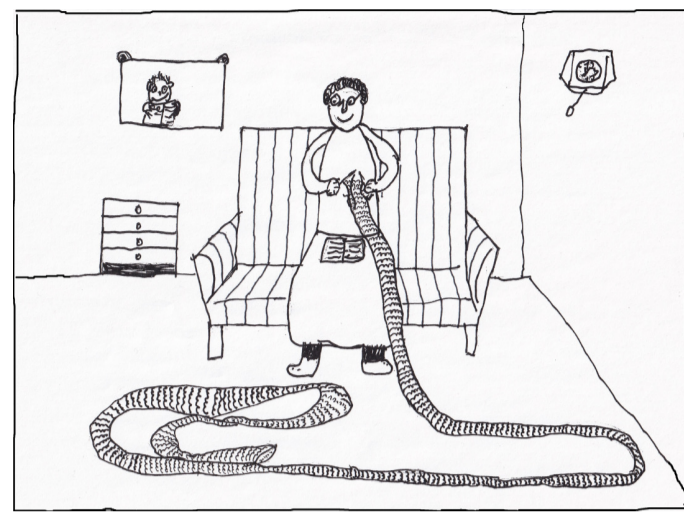
«Dans notre famille, tous les membres, du plus âgé au plus jeune, partagent la même petite faiblesse – la lecture». Oh là-là – attention! Cette famille serait-elle touchée par une difficulté, voire un trouble de maîtrise de la lecture ou souffre-t-elle plutôt collectivement d'un trouble d'orthographe? Est-elle confrontée à la *dyslexie* familiale comme on dit en langage scientifique et dont les causes font l'objet de controverses acharnées? A-t-elle déjà passé, comme il est aujourd'hui d'usage, toute la gamme des tests appropriés, y compris celui d'intelligence, après avoir exclu des causes cérébrales ou organiques telles que la surdité ou de la mauvaise vision? Ou bien les conditions générales de cette famille ont-elles été jugées défavorables, éventuellement sur plusieurs générations? Ou bien la pression psychique et psychologique ainsi que les conditions de travail et de logement ont-elles été considérées suffisamment longtemps pour se révéler précaires au point d'aboutir aux manquements de lecture manifestes? A-t-on manqué le moment de les intégrer à temps dans des programmes de soutien ou de leur prescrire des thérapies amplement disponibles aujourd'hui? Les enfants concernés, profitent-ils déjà de «compensation des désavantages» comme par exemple se voir concéder davantage de temps lors des épreuves? Ont-ils accès au nombre suffisant des contrôles d'objectifs d'apprentissage oraux plutôt qu'écrits? Ou font-ils malheureusement partie de ceux désignés «illettrés» et qui, malgré de longues années d'école, maîtrisent si peu la lecture qu'ils n'arrivent plus à satisfaire aux exigences quotidiennes en la matière?

Oublier le monde en lisant

Non-non, rien de tout cela. La phrase initiale, citée ci-dessus, est le début d'une histoire de Michael Ende qui se poursuit ainsi: «Il n'est guère possible de convaincre l'un d'entre nous de laisser son livre de côté, pour quelque raison que ce soit, afin de s'occuper de quelque chose d'autre, même d'urgence. Cela ne veut pas dire que ce qui est urgent ne soit pas fait. Simple-ment, pensons-nous, il n'est pas nécessaire de renoncer à la lecture pour cette raison. On peut très bien faire l'un et ne pas laisser l'autre, n'est-ce pas? J'avoue que parfois cela entraîne telle ou telle petite mésaventure – peu importe.»

Ce début a tout de même l'air passionnant faisant envie de continuer la lecture! Un peu comme les acteurs dans l'histoire, absorbés par leur lecture au point d'oublier tout leur entourage et ce qu'ils étaient en train de faire. Comme le grand-père qui, au lieu d'éteindre sa pipe de tabac dans le cendrier, la tapote dans le vase de fleurs dans lequel il boit ensuite, pensant prendre son médicament contre la toux. Ou encore la grand-mère qui tricote, un moment venu tout de même effrayée par le long tuyau qui s'enroule dans le salon (en fait, cela aurait dû aboutir à une paire de chaussettes) et qui – pense-t-elle – a été oublié par les pompiers. Que ce soit le père qui peint, la mère qui fait la cuisine, la sœur qui téléphone, le frère qui prend l'ascenseur, même la grenouille et le chat, tous sont plongés dans leur lecture oubliant le monde qui les entoure.

Dans «Pour être précis...», voilà donc le titre du petit récit de Michael Ende, on se trouve face à une famille où tous consacrent leur temps de loisirs à la lecture. Ne souhaiterions-nous pas ce genre d'emploi du temps libre pour tous nos enfants et adolescents? Il est pourtant bien connu, dans nos réalités actuelles, qu'un grand nombre d'entre eux, malgré de longues années de scolarité, ne disposent pas des compétences ni en lecture ni en écriture leur permettant d'organiser leur vie privée quotidienne et professionnelle de manière autonome. Il se peut qu'un certain nombre de lecteurs de cet article se souviendront du cas tragique, amplement relaté dans nos médias, d'un jeune homme, occupé comme main d'œuvre auxiliaire habitant l'Oberland zurichois qui, pendant des années, n'avait pas délivré de déclaration d'impôt à cause de sa dyslexie et qui, perpétuellement surévalué par l'administration fiscale, n'a pourtant jamais contesté les estimations fiscales, pour gêne. Mais à l'époque déjà – en 2014 – l'Office fédéral de la statistique (OFS) comptait 800 000 personnes concernées par ce problème



La lecture n'est pas seulement indispensable à la réussite du quotidien et de la vie. Elle nous permet également de nous informer librement et en toute indépendance sur l'actualité et de profiter d'heures de loisir pour explorer le monde et ses trésors culturels. (Dessin d'une élève)

et craignait une augmentation considérable dans les années à venir.

Au cours de ce décembre, la dernière enquête sur les capacités de lecture de nos enfants et adolescents – imposée par le programme «Pisa» – doit être publiée. Lors de la dernière enquête de 2022, la part des lecteurs les plus faibles avait déjà augmenté à 25 pour cent, ce qui «signifie, selon les experts, qu'en Suisse, la moitié des jeunes de 15 ans ne parviennent qu'à peine à maîtriser le quotidien», comme l'écrit le NZZ am Sonntag.¹ Une raison de plus pour y regarder de plus près.

Enjoliver l'état de cause ne sert pas à y voir plus clair

Il ne sera pas nécessaire de relever encore des chiffres, participant à l'étude dite IGLU (Internationale Grundschul-Lesung-Untersuchung – Enquête internationale des aptitudes en lecture au niveau des écoles primaires), qui vérifie, tous les cinq ans et dans 60 pays, ce qu'elle appelle les «compétences en lecture des élèves de quatrième année». Face à l'évidence, il ne s'agit certes pas d'entamer de nouvelles études issues de la tour d'ivoire de nos universités, mais de prendre au sérieux ce que les enquêtes menées jusqu'à présent, de concert avec les praticiens dans nos écoles, les entreprises formant des apprentis et les lycées constatent depuis longtemps. L'Allemagne a d'ailleurs, elle aussi, raison de s'inquiéter, car l'enquête IGLU a montré qu'un élève allemand de quatrième année sur quatre ne sait pas lire correctement. Quant à pronostiquer qu'il suffira de consacrer un milliard d'euros à la promotion des compétences en lecture, c'est un peu comme si un pâtissier voulait sauver son gâteau raté en le recouvrant d'un glaçage très sucré au lieu de vérifier les ingrédients de sa recette et la méthode de cuisson choisie.

Face à la multitude écrasante des raisons de s'inquiéter, et cela depuis longtemps

Dans le dernier classement Pisa sur les compétences en lecture, la Suisse se trouvait derrière l'Allemagne et la Suède encore. Au tournant du millénaire, cela a été l'inverse. Mais même à l'époque avec ses 12 %, la proportion de jeunes aux compétences très faibles en lecture était inquiétante alors déjà. Les contre-mesures prises depuis lors ont manifestement été une erreur de réflexion et reposent sur une analyse déficiente des causes. Dans nos sociétés, on est pratiquement continuellement confronté au besoin de savoir lire et écrire. Celui qui a du mal à déchiffrer un texte, ne le comprenant qu'à peine ou même pas du tout n'est pas limité dans sa vie quotidienne seulement, mais aussi en poursuivant ses buts. En plus il se retrouve profondément affecté par l'idée qu'il se fait de lui-même en se considérant de moindre valeur pour notre société.

Une fois de plus – le fédéralisme est vitupéré

Lors de la votation populaire de 2006, un article sur l'éducation a été introduit dans la Constitution fédérale suisse, promettant certaines règles d'acceptation générale, telles que des niveaux scolaires identiques pour toute la Suisse. Il a été accepté, lors de la votation populaire, par un grand nombre de citoyens, notamment suivant l'idée que cette contrainte face aux cantons facilitera les changements de domicile d'un

canton à l'autre. Il en a été de même pour le Plan d'études 21, toujours controversé. De nombreux votants, conscients de leurs responsabilités en la matière n'ont remarqué qu'après coup que les allègements promis n'avaient pas été suivis, mais que les nouvelles dispositions étaient les premiers pas en direction du régime centraliste sur l'éducation suisse (de tradition sous la compétence des cantons), procédant par décrets. Depuis lors, on s'efforce de priver progressivement les cantons de leur droit à avoir leur mot à dire. Il est donc un remède plutôt douteux de reprocher au fédéralisme, reproche qui a contribué au oui face à l'article centraliste en question, d'être responsable du malaise

de la lecture, avançant qu'il empêche l'introduction de mesures ciblées pour y remédier. Tout au contraire, pour être précis, c'est certes les restes de la souveraineté cantonale dans le domaine de l'éducation qui seront capables d'aboutir à la prise de mesures rapides et adaptées aux conditions réelles de chaque canton.

«Les enfants migrants oui, mais qu'ils se débrouillent...»

Il est vrai que ces dernières années, le nombre d'enfants dont l'allemand n'est pas la langue maternelle (première langue) n'a cessé d'augmenter. Alors, pourquoi ne pas y voir une des causes principales de la misère régnant en lecture? Bien sûr, nous revoilà donc face à un problème pédagogique, car ces enfants ont besoin de cours d'allemand solides et intensifs. De plus, il y a peu d'années, on disposait encore de ce que l'on appelait les classes E [à nombre réduit]. Les enfants nouvellement domiciliés en Suisse y suivaient les cours d'allemand de rattrapage afin de pouvoir suivre ensuite les classes normales. Quel bienfait pour chaque enfant arrivant d'un pays étranger de recevoir tout d'abord un soutien linguistique intense représentant en même temps un accueil humain. Or, à l'heure actuelle, la plupart d'entre eux doivent s'adapter dès le début à une classe ordinaire, avec quelques heures de cours d'allemand supplémentaires seulement – au lieu de se familiariser d'abord avec la nouvelle langue et d'apprendre correctement leur langue maternelle. En plus, ils sont contraints de suivre en même temps de nombreuses leçons, dès l'école primaire, consacrées à l'acquisition de quelques fragments de la langue anglaise et française. Tout cela en dépit de l'inutilité générale de cette entreprise [Anglais/Français précoce] obligatoire pour tous comme il en découle de toute évidence de plusieurs enquêtes indépendantes.²

Du glaçage – encore

Si l'on évoque aujourd'hui, comme dans l'article susmentionné, l'hétérogénéité des classes étant la cause possible et l'enseignement différencié comme remède, on se trouve face à un nouvel exemple d'analyse inapproprié de la situation. Or, une réflexion approfondie s'impose! L'hétérogénéité régnante dans nos classes est avant tout due au dogme de l'inclusion de tous les enfants dans la classe ordinaire tandis que l'enseignement individualisé proposé comme remède fait en réalité justement partie des causes du malaise en matière de lecture. Les deux phénomènes empêchent en fait le processus d'apprentissage stimulant sur le plan linguistique. Ils effacent l'effet de modèle d'enfants doués pour les langues créant en plus des liens sociaux – en bref, ils coupent court à l'apprentissage par et avec les autres. Il s'agit là aussi d'un mauvais ingrédient dans la pâte à gâteau face auquel cela ne mènera à rien de le dissimuler par un glaçage au sucre.

La tour d'ivoire facilite les blocages d'apprentissage

Or, l'analyse du problème actuel semble se heurter contre certains blocages d'apprentissage chez les analystes. L'un d'entre eux est le statut sacro-saint de l'apprentissage numérique. Il y a peu de temps, la Suède a eu le courage de prendre au sérieux les résultats de la recherche sur les causes de l'échec en lecture, documenté par l'étude IGLU, et d'ainsi brider les grands

groupes de la technologie scolaire financièrement puissants. La Suède a donc banni des salles de classe aux élèves du primaire les appareils numériques utilisés jusqu'à présent comme moyens d'enseignement, en particulier les tablettes, en prévoyant de revenir aux livres. Une équipe de recherche renommée avait démontré que la lecture sur écran avait un effet négatif sur la compréhension des textes et que la lecture à l'écran était effectuée plus rapidement et de manière plus superficielle, empêchant ainsi l'apprentissage approfondi.³ Là encore, nos «experts» des universités, malheureusement souvent éloignés de la pratique, avancent que c'est la tâche de l'école de transmettre les compétences (souvent obsolètes demain!) pour la lecture numérique, d'enseigner les attitudes judicieuses dans l'emploi des appareils et des techniques permettant de savoir lire les textes numériques de manière critique...

Conclusion: il faut plus de soin

Le problème de la lecture en Suisse ne peut pas être résolu par une recherche superficielle des causes sans oser s'attaquer aux sujets brûlants. On se trouve face aux résultats pratiques des réformes des 30 dernières années, ayant pratiquement tout changé de ce qui était à la base de notre système scolaire. Elles ont sacrifié la pédagogie scientifiquement fondée – basée sur une vision personnelle de l'être humain orientée vers les sciences humaines – aux exigences du complexe industriel du scolaire. Et ce, sur fond d'une vision biologiste de l'être humain, réduisant les difficultés des enfants en lecture à des dysfonctionnements cérébraux. Depuis lors, on a négligé, voire nié, le fait que les faiblesses et les troubles de la lecture sont souvent causés par des méthodes inappropriées, aujourd'hui en partie interdites⁴, demandant aux enfants de s'appropriier le processus complexe et exigeant de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture tout seul. Livrés à eux-mêmes, sans être guidés de manière compétente et empathique par un enseignant, à interioriser ainsi des stratégies d'apprentissage erronées et des erreurs.

Or, «pour être précis...»

La famille pratiquant la lecture dans l'histoire de Michael Ende n'a pas ces problèmes-là. Non, tous lisent avec plaisir, aimaient les livres et oubliaient le monde les entourant, telle la grande sœur de la narratrice tenant le combiné du téléphone contre son oreille avec impatience: «Les téléphones, on le sait, ont été inventés spécialement pour les sœurs de quatorze ans, car sans le combiné à l'oreille, toutes les sœurs de quatorze ans du monde mourraient du manque de nouvelles aussi certainement que les plongeurs sans appareil respiratoire du manque d'air. Mais notre sœur de quatorze ans a en plus un livre à la main, dans lequel elle lit.» Multitâche? Non, par erreur, elle n'avait pas du tout composé de numéro. «Au bout d'environ deux heures, elle demande en passant: «Dis, c'est qui ce tut-tut dont tu parles tout le temps?»

Ne devrions-nous pas permettre à nos enfants et adolescents de vivre à nouveau davantage de telles expériences dans leurs lectures? Et prendre au sérieux, par exemple, ce qu'*Afra Sturm*, professeur de didactique à la Haute école spécialisée du Nord-Ouest de la Suisse, ose dire récemment dans un quotidien suisse de renom: «Si la proportion de lecteurs très faibles devait à nouveau augmenter, nous devrions remettre fondamentalement en question la manière dont nous enseignons la lecture aux élèves.»⁵ A quoi bon attendre encore? •

¹ Schöpfer, Linus. «Für den Alltag nicht gewappnet»: Die Schweiz hat eine Leseschwäche. Ds: NZZ am Sonntag, 19/11/2022. <https://magazin.nzz.ch/nzz-am-sonntag/kultur/die-schweiz-verlerni-das-lesen-und-wird-anfaellig-fuer-fake-news-ld.1765095?reduce-d=true>

² Pfenninger, Simone E.; Singleton, David. 2017. *Beyond Age Effects in Instrumental L2 Learning: Revisiting the Age Factor (2008–2017)*. Multilingual Matters.

³ Perret, Eliane. «UNESCO: «L'écran ne remplace pas l'enseignant», *Horizons et débats*, n° 18 du 29/08/2023

⁴ Schmolli, Heike. «Fehler sollen wieder korrigiert werden.» Ds: *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 02/04/2019. <https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/einige-bundeslaender-verbieten-lehrmethode-lesen-durch-schreiben-16155156.htm>

⁵ NZZ am Sonntag du 19/11/2023

«L'Europe a perdu sa force d'autodétermination»

Le discours zurichois de Victor Orban – reportage d'un événement encourageant

par Eva-Maria Foellmer-Müller

La lettre d'accompagnement pour la participation au 90^e anniversaire de l'hebdomadaire «Die Weltwoche» m'avait avertie: «A cause du nombre élevé de visiteurs on est prié de préférer, si possible, l'accès par les moyens de transport publique.» Comme pour moi, par un agenda un peu serré, ce n'était pas possible, j'ai tout de même tenté ma chance en voiture – et j'en avais! Accueil aimable à l'Hôtel Dolder, des agents de police visiblement présents, mais décontractés. Une pensée surgit: il y a, probablement un grand nombre de personnes, qui souhaiteraient qu'il s'efface, ce Victor Orban – personnalité combative. A l'entrée de salle, un regroupement considérable; on attendait patiemment le moment d'y accéder. Parmi ceux qui attendent, l'ancien Conseiller fédéral Ueli Maurer que rien ne distinguait de tout le monde. Autre petite réflexion spontanée, en Allemagne actuelle, un telle «normalité» serait probablement exclue. Le contrôle de l'entrée s'est passé de façon rapide, toujours serein et aimable dans un cadre rassurant.

Dans la salle, il y a une ambiance affairée, mais quand-même calme, polie. Dans la partie arrière de la salle, des interviews sont en cours. Lors de mon entrée, l'ancien Président de Tchéquie, Vaclav Klaus se trouve en conversation avec Roman Zeller, répondant patiemment et bien concentré aux questions.

La salle se remplit – partout des petits cercles aux conversations animées – il y a une atmosphère agréable.

Lorsque Victor Orban entre dans la salle il est applaudi chaleureusement – ce n'est pas un hommage mais un apparent signe de respect de sa personne et de ses performances. Lors de l'accueil, Roger Köppel, rédacteur en chef de la Weltwoche, exprime vivement son plaisir de le recevoir à cette occasion. Les mots de réponse de Victor Orban à cet accueil étaient du même accabit – tout cela constituait un début réussi.

Après s'être expressément adressé à Vaclav Klaus et ses compatriotes hongrois, le conférencier rend d'abord hommage à la Suisse, un «endroit où régit la parole libre». Pour l'orateur, la Hongrie et la Suisse ont un trait important en commun: les deux pays «sont épris de l'esprit de liberté et de la volonté de la défendre». Quant à lui, se trouvant en sa 17^e année de fonction au sommet du gouvernement hongrois, il se définit comme un homme se réservant le droit d'avoir ses «propres idées des choses».



Le Premier ministre hongrois Viktor Orban prononce son «discours de Zurich». (photo ef)

Le sujet d'Orban est la politique européenne et ses évolutions, ceci depuis la Deuxième guerre mondiale. Il désigne l'Union Européenne comme un problème majeur, et ceci, toutes différences gardées, communément autant à la Hongrie qu'à la Suisse. Bien que la Suisse ne soit pas membre de l'UE – «restez-le!» – elle fait pourtant partie de l'Europe, c'est à dire que les effets des décisions prises à Bruxelles la concernent directement.

Tout au début, Orban présente sa thèse de départ: L'Europe a perdu sa capacité d'autodétermination; elle ne sera plus en mesure d'agir de façon autodéterminée et souveraine. «Ça fait mal.» Comment en est-on arrivé là? Il explique ce déclin dramatique en passant, en rétrospective historique, par les transformations qu'ont vu les relations entre les Etats-Unis et l'Europe après la Deuxième guerre mondiale ainsi que le changement qui lui a été imposé depuis la fin de la guerre froide. La partie Ouest de l'Europe s'est toujours bien entendu avec le pouvoir US-américain. Les chefs d'Etats européens ainsi que leurs chefs de gouvernements ont réussi dans ces débuts, à résoudre la tâche primordiale «comment l'Europe peut rester elle-même et, comme le précise Orban, «de sauvegarder la qualité européenne dans un monde qui, notamment en Europe de l'Ouest, était dominé de plus en plus par les mœurs et normes anglo-saxons». Les chefs d'Etat et de gouvernements d'alors, particulièrement Konrad Adenauer et Charles de Gaulle, auraient réussi de ne pas laisser recouvrir leurs conditions par le modèle anglo-saxon de la démocratie et son «capitalisme cowboy». La solution était la démocratie chrétienne avec sa pensée du Bien commun et «toute la profondeur des traditions chrétiennes comme partie de notre économie». Cela a fonctionné, voilà le constat du conférencier. Ainsi l'Europe de l'Ouest «a su rester, dans ses concepts, un facteur indépendant», tandis

que des intérêts européens pouvaient aussi être représentés en dedans des prétentions d'hégémonie américaine. Mais malgré tout les Etats-Unis, au moyen de leur «soft power», ont pu consolider leur pouvoir dans le monde entier.

Après la guerre froide, en 1990, a commencé la transformation. S'il y a eu, au début, aux Etats-Unis ainsi qu'en Europe encore des forces chrétiennes-politiques, «elles ont été remplacées depuis par des forces progressives-libérales avec un poids et un potentiel de pouvoir décisif». Depuis, ces forces occupent toutes les positions importantes en Europe ayant repris le «contrôle sur le continent». Le destin de l'Europe, ainsi conclut-il, est aujourd'hui enchaîné aux Etats-Unis – avec toutes les conséquences que cela implique.

Comme le souligne Orban, aujourd'hui ce sont des politiciens qui manquent et qui pourraient conduire l'Europe à sortir de cette «hégémonie progressive libérale».

Derrière les «valeurs universelles», si souvent évoquées par les Américains, se cachent des intérêts solides des Etats-Unis. Ce sont eux qui définissent la politique extérieure des Etats-Unis tandis que celui qui ne les soutient pas est catalogué négativement. Pour lui il n'y aura plus de dialogue sensé. «Le caractère des querelles sur les valeurs se distingue complètement de ceux concernant les intérêts». Face aux intérêts différents des compromis sont possibles. Mais lorsque quelqu'un se réfère à ses valeurs, il n'est plus prêt à des compromis. En Europe se joue la même chose; derrière les valeurs européennes évoquées à chaque moment, «se cachent le plus souvent les intérêts d'un des grands pays européens».

Un autre problème que voit Orban c'est que les Etats-Unis depuis 1990, pas seulement en Europe mais dans le monde entier, ont essayé, avec leur occidentalisation, d'ériger leurs principes progressifs-libéraux en normes et de les exporter. Cela a conduit d'un côté à de nombreuses guerres. De l'autre côté la partie non-occidentale du monde a commencé à s'accroître et à se maintenir plus fermement face aux Etats-Unis, avec résistance et rejet.

Pour Orban, par rapport de nouveau à l'UE, ce qui lui manque cruellement, c'est un noyau essentiel, un point central, «une création sui generis». L'UE existe, il est vrai, mais sans rayonnement, sans charisme. Dans ce contexte, Orban mentionne le vide qui règne en matière de direction politique n'existant pratiquement

plus au Conseil Européen, l'Assemblée des chefs d'Etats et de gouvernements de tous les 27 membres. A sa place, de plus en plus de décisions sont prises à Bruxelles par ceux qui ne doivent être que des organes exécutifs de la politique. A l'encontre de cela, la bureaucratie UE, spécialement sa Commission, s'arroge les décisions et les actions politiques.

A la question «que faire?», Orban cite l'exemple de son propre pays. Même s'il n'est pas, avec ses huit millions habitants, un exemple pour d'autres pays que l'on puisse simplement reprendre: la société hongroise est profondément pluraliste. Au sein de l'UE, elle met l'accent sur sa souveraineté. En Hongrie il n'y a pas d'hégémonie libérale unilatérale. Cela lui offre souvent le temps nécessaire à réfléchir à propos de l'Europe. Au lieu d'un «wellfare state», la Hongrie représente un «workfare state» – et ceci avec aisance. Le taux d'imposition est à seulement 15% (flat tax) tandis que le volume d'exportation est à 32% du BIP.

Au lieu de la thématique «gender», pour la société hongroise, c'est la famille qui est au centre, elle a une valeur centrale. Avec une politique de famille généreuse, la Hongrie essaye de résoudre le problème démographique. «D'après la constitution, le mariage se compose d'un homme et d'une femme. En Hongrie le père est un homme et la mère une femme».

Pour l'Europe, Orban donne les recommandations suivantes: il lui faut une feuille de route réelle pour le cas réel du retrait des Etats-Unis de l'Europe. Pour Orban, la «folie postmoderne de suprématie» a fait son temps dans la politique mondiale. Il faut former une nouvelle génération de politiciens. Il y ajoute «une dernière remarque personnelle à propos du Christianisme et de la culture chrétienne» en disant: «Je suis persuadé que la culture chrétienne doit connaître, dans nos sociétés, davantage de soutien.»

Sa dernière phrase est teintée d'optimisme: «La Hongrie n'est pas le mouton noir, mais la première hirondelle qui attend les autres!»

Le discours d'Orban, ce soir impressionnant sur le Zürichberg, a toujours été interrompu pas des applaudissements – apparemment il a touché les cœurs de beaucoup de participants. Pour moi aussi il y a beaucoup de matière à réfléchir, par contre je n'ai trouvé aucune raison justifiant le déferlement de la polémique des médias concernant sa politique et son gouvernement.

Courrier des lecteurs

Quel scandale – surveiller un journal de cette qualité – incroyable!

C'est avec consternation que j'ai appris, dans l'édition 22 du magazine Horizons et débats du 24 octobre 2023, que ce bimensuel est surveillé par le Service de renseignement de la Confédération SRC.

Les collaborateurs de ce journal travaillent tous bénévolement. Tous se sentent concernés par le bien commun. Ils sont organisés en coopérative et s'efforcent, dans chaque édition, de leur mieux pour informer les lecteurs de manière complète. Malgré un tirage faible, le journal jouit d'un lectorat attentif.

Les colonnes de ce magazine sont ouvertes à des auteurs et journalistes intègres, issus des domaines les plus divers et mettant volontiers leurs expériences et leurs connaissances à disposition, sans chercher à influencer le lecteur ou à le pousser idéologiquement dans une direction partisane. On y a accès à des informations aussi diverses que rares dans d'autres médias suisses. Ce sont des informations, des rapports rédigés par des personnalités de renom, mais que l'on peut rarement lire chez nous dans d'autres médias. Ce sont des sujets exigeants et des textes complexes. On y apprend les tenants et les aboutissants des conflits. Les sources et les faits sont cités, ce qui me permet de me faire ma propre opinion. Les articles sont rédigés dans une langue compréhensible. Ma lecture aboutit souvent à des questions plus larges, je m'adresse donc à un ami. C'est motivant, cela me permet de me former plus loin et d'élargir mes connaissances. C'est pour moi enrichissant et récon-

fortant. Une telle instruction, n'est-elle plus de mise, est-elle empêchée, ou opprimée même?

Disposant de contacts avec des gens les plus divers, j'en entends souvent dire qu'ils ne lisent plus de journaux, qu'ils se passent de regarder la télévision, qu'ils ne les supportent plus. Que l'on n'y apprend plus ce qui est vraiment le cas. Les sujets sont souvent gonflés. Tout est ciblé sur le négatif. Tout nous dépasse. On se sent abandonné au chaos, on

se sent mal. Est-ce là le but de nos grands médias? Une telle couverture médiatique ne fait que décourager.

Ficher un journal aussi précieux est une violation de la loi et une violation flagrante de la Constitution fédérale aussi. La Constitution garantit la liberté d'expression et d'information ainsi que la liberté des médias. Les autorités doivent s'y conformer. Si les autorités ne le font pas, les citoyens perdent leur confiance, et chacun peut imaginer ce que cela

donne dans une telle société. Le chaos s'installe. Il y a suffisamment d'exemples dans notre monde.

Que se passe-t-il dans notre pays libre? Sommes-nous déjà contraints de suivre quelques personnes obsédées par le pouvoir qui nous dictent ce que nous sommes autorisés à lire ou non et ce qu'est l'opinion correcte à laquelle nous devons souscrire?

Gaby Ege, Sirmach (Suisse)

Enfreinte arrogante de notre Constitution

Voici maintenant deux ans que je suis un lecteur assidu de votre journal dont je trouve les articles très équilibrés en matière de géopolitique, démontrant une attitude humaniste et un fort engagement à l'égard de la démocratie suisse, ainsi que des interviews instructives de personnalités étrangères ou des commentaires sur des livres.

Votre journal constitue un complément courageux et absolument indispensable face à la presse «main stream». Comme vous publiez souvent des faits explosifs ou des interviews «inconfortables», il y a déjà un certain temps que je me demande quand et de quelle manière les instances de l'Etat vont essayer de vous causer des problèmes. Votre annonce rédactionnelle du 17 octobre 2023 confirme mes appréhensions: une «fiche» provenant du SFR (Service fédéral de ren-

seignement) datant du 29 septembre 2023 prétend que Horizons et débats distribuerait de la «désinformation» ainsi que de la «propagande» russes.

Tout le monde devrait prendre conscience du scandale que cela implique, outre la violation des articles 16 et 17 de la Constitution fédérale suisse. Notre Constitution est un bien précieux qui devrait être préservé en tant que tel. On ne pourra alors exclure que le commentaire sur le livre de M. Jacques Baud (Poutine – maître du jeu?) paru dans une de vos éditions début octobre 23, ou l'interview de M. Ralph Bosshard, auraient pu servir comme de prétendues «preuves renouvelées de propagande pro-russe» – ceci en dépit du fait que ces deux hommes, dans leur qualité d'anciens officiers supérieurs de l'armée suisse, disposent d'une expérience internati-

onale certaine, inclusivement à l'ONU, l'O-TAN et l'OSCE.

Dans les années 1970 j'ai moi-même fait l'objet d'une «fiche»: lors d'un cours de répétition militaire, on avait trouvé une grammaire de langue russe dans mon sac à dos – j'étais alors devenu du coup un «espion» à la solde de l'URSS nécessitant de le surveiller. On aurait osé espérer que le niveau intellectuel du SFR concerné se soit étoffé entre temps – cela ne semble pas être le cas.

Dans l'espoir que Horizons et débats pourra continuer à publier sans embûches – en dépit de ladite «fiche» du SFR – la publication de ses précieux articles et rapports, qu'on ne trouve nulle part ailleurs, je vous adresse mes salutations les meilleures

Serge Linder, Mutrux / VD